

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

NORVAL

Z.I. Le Bois de la Mare
76480 Berville-Sur-Seine

Références : UDRD.2024.11.T.832.SB.Brj
Code AIOT : 0005800310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action régionale portant sur la thématique des rejets en eau, l'inspection s'est rendue le 25 septembre 2024 sur le site de la société NORVAL située Z.I. Le Bois de la Mare à Berville-sur-Seine, à l'issue d'un prélèvement de 24 h afin de s'assurer du respect des valeurs limites d'émission des rejets de l'installation. Les résultats du contrôle inopiné ont été mis en ligne sur la plateforme GIDAF le 4 novembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1er juillet 2005 modifié (par arrêté préfectoral du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métalliques et autres matières recyclables.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Demande d'action corrective	1 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.13.1 et 3.1.13.4	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'analyse du contrôle inopiné effectué du 24 au 25 septembre 2024 et transmis le 5 novembre 2024, n'ont pas relevé de dépassement aux valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux du site.

Toutefois, il est attendu de la part de l'exploitant **au plus tard sous un délai d'un mois**, la transmission des résultats de l'autosurveillance depuis janvier 2024 dans l'application GIDAF, en veillant aux bonnes unités de mesures et indiquant un débit à zéro dans le cas où il n'y a pas eu de rejet dans le mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le laboratoire a pu correctement installer son matériel notamment son préleveur automatique sur l'emplacement prévu, dans le bac de contrôle avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Le point de prélèvement s'effectue au même endroit que là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant.</p> <p>Le volume global écoulé pendant le prélèvement est estimé à 8 m³ avec un débit moyen et régulier de 0,3 m³/h. Les rejets s'effectuent de manière discontinue en fonction du niveau de remplissage du bassin de 1 200 m³ et des conditions météorologiques. Dès lors que le bassin a atteint un niveau correspondant à 700 m³, la station d'épuration ACTIBIO rejette automatiquement dans le milieu naturel via un canal venturi sinon dans le bassin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle inopiné

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dépose matériel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le matériel posé par le laboratoire est toujours en place après 24h. Le laboratoire externe a réalisé une homogénéisation de l'effluent contenu dans le bidon de prélèvement en suivant les règles de l'art (homogénéisation mécanique en rotations lentes, avec une pôle en inox), avant et pendant la réalisation de l'échantillonnage par pompage.</p> <p>Des échantillons ont été constitués pour le laboratoire en charge du contrôle inopiné, ainsi que pour le laboratoire réalisant les analyses dans le cadre de l'autosurveillance de l'établissement. L'inspection a constaté que les contenants, de taille et de matière adaptées, utilisés pour la réalisation des échantillons en fonction des paramètres recherchés, sont fournis par le laboratoire externe réalisant le contrôle. Par ailleurs, le laboratoire externe a indiqué à l'inspection que le volume d'effluent mesuré sur 24 h est de 8,2 m³, soit la quantité estimée la veille.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle inopiné**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.13.1 et 3.1.13.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des caractéristiques et valeurs limites d'émission (VLE)**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées à l'article 3.1.13.4. Les prélèvements, mesures et analyses doivent être réalisés à partir de méthodes de référence. Les prélèvements, mesures ou analyses doivent être effectués au plus près du point de rejet dans le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les eaux résiduaires comprennent les eaux de procédé, les eaux pluviales de toiture et de cours, les eaux pluviales polluées.

Les rejets d'eaux résiduaires en sortie de station d'épuration doivent respecter les caractéristiques suivantes : Débit instantané maximal : 3,5 m³/h

Concentration et flux maximaux autorisés

paramètre	concentration en mg/l	flux en kg/jour
MES	100	6.1
DBO5	100	6.1
DCO	300	18.4
NTK	30	1.8
P	10	0.16
HC	10	0.06
PLOMB	0.5	0.03
CUIVRE	0.5	0.03

NICKEL	0.5	0.03
NaCL (Chlorures)	5.0	

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- PH : compris entre 5,5 et 8,5,
- température < 30°C
- couleur : la modification ou coloration de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg/Pt/l.

10% des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

L'inspection a été informée le 5 novembre 2024 de la mise en ligne sur la plateforme GIDAF des résultats du contrôle inopiné afférent au prélèvement du 24 au 25 septembre 2024.

Le rapport d'analyse compare d'une part les résultats du contrôle inopiné avec les valeurs limites d'émission (VLE) prescrites dans l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 modifié, et d'autre part avec les résultats obtenus par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance.

Ce rapport conclut sur la conformité du rejet avec les VLE mais aussi sur le fait que les résultats du contrôle inopiné ne valident pas les résultats de l'autosurveillance fournis par l'exploitant en raison d'un écart de +60 % sur le paramètre zinc (mais dans le respect de la VLE) et de l'absence de transmission des flux.

L'exploitant veillera à transmettre les flux à l'organisme de contrôle lors des prochains contrôles inopinés.

L'inspection note que la valeur en chlorure (NaCl) mesurée à 2,8 g/L respecte la valeur limite fixée à 5 g/L (courrier d'acte du 11 mars 2021 sur le tri par flottaison) mais pourrait interférer sur la valeur en DCO et MES.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives

Prescription contrôlée :

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les justificatifs sur le dépassement relevé en 2023 sur le flux du paramètre Nickel (mesuré à 0.035 kg/J en novembre 2023 pour une VLE à 0.030 kg/J) n'est pas assez explicite, a priori lié à des valeurs approximatives. L'exploitant doit apporter des précisions claires sur l'origine du dépassement et les actions correctives mises en place le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le programme d'autosurveillance suivi par l'exploitant est issu de l'article 3.1.14 « surveillance des rejets » de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 modifié.</p> <p>L'exploitant renseigne régulièrement dans GIDAF les résultats des mesures effectuées sur les paramètres et aux fréquences imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p> <p>Toutefois, l'inspection constate que depuis janvier 2024, aucune valeur n'a été renseignée dans l'application mis à part les contrôles inopinés du 28 mars et 24 septembre 2024. L'exploitant explique que la personne en charge du suivi de la station d'épuration du site a changé de poste et concède être en retard pour rentrer les résultats de l'autosurveillance.</p> <p>De plus, l'exploitant ne renseigne pas correctement dans GIDAF en l'absence de rejet sur un mois, où un débit égal à zéro doit être indiqué et le préciser dans les commentaires pour éviter les anomalies.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 1 :</u></p> <p>L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois renseigner dans l'application GIDAF les résultats de l'autosurveillance depuis le début de l'année 2024 en précisant un débit à zéro dans le cas où il n'y a pas eu de rejet sur un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'analyses sont régulièrement renseignés dans l'application GIDAF par l'exploitant et les adresses mél semblent correctes. Toutefois, même remarque que pour le point de contrôle précédent, aucune valeur n'a été renseignée depuis janvier 2024 mis à part celles des contrôles inopinés du 28 mars et 24 septembre 2024. L'inspection constate également un dépassement récurrent depuis octobre 2023 pour une même valeur en concentration sur le paramètre hydrocarbures (indiqué 50 mg/L) due à une erreur d'unité entre mg et µg, il faut donc lire 0,5 mg/L ce qui est conforme à la VLE de 10 mg/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n° 2 :</u> L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois corriger les erreurs et veiller aux bonnes unités de mesures renseignées dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats :

Dans le cadre de son autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires, l'exploitant réalise lui-même les mesures en continu (pH, température et débit) ainsi que tous les prélèvements et échantillonnages qu'il transmet ensuite à un laboratoire externe agréé pour analyse. L'inspection constate qu'aucune procédure n'est mise en place permettant de s'assurer de la fiabilité et de la reproductibilité des pratiques. Ce constat fait déjà l'objet d'un écart réglementaire relevé dans le rapport d'inspection du 24 septembre 2024.

L'exploitant a conclu un contrat jusqu'à fin décembre 2024 avec une société extérieure pour la réalisation des mesures et prélèvements des rejets aqueux dans les conditions requises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage

Prescription contrôlée :

Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Constats :

L'exploitant indique que le contrôle de recalage est réalisé au moins une fois par an, lors du contrôle inopiné par un laboratoire extérieur agréé.

Type de suites proposées : Sans suite